

Le pouvoir aux travailleurs

20 MARS 2011

N° 170

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LES DEUX CLANS RIVAUX SE FONT LA GUERRE POUR LE CONTROLE DU POUVOIR, AVEC LE SANG DES PAUVRES !	2 - 3
- LES ASSASINS ET AFFAMEURS	4
- LES POPULATIONS FUIENT LES AFFRONTLEMENTS ET LES EXACTIONS !	4 - 5
- MASSACRE DE POPULATIONS CIVILES : ONU ET LICORNE, COMPLICES !	5
- NON A LA XENOPHOBIE !	5 - 6
- A PROPOS DES BARRAGES SUR LES ROUTES	7
- ABOBO : LA SITUATION SANITAIRE ET SECURITAIRE S'EMPIRE.....	8
- ABOBO : ENTRE PEUR, STRESS ET FAIM	8 - 9
- FERMETURE D'ENTREPRISES EN CASCADE : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS D'EN FAIRE LES FRAIS	11
- UN CALVAIRE POUR TOUCHER SON SALAIRE	11
- KADHAFI EST UN DICTATEUR, MAIS LES DIRIGEANTS IMPERIALISTES QUI LUI ONT DECLARE LA GUERRE SONT AUSSI DES ENNEMIS DU PEUPLES LIBYENS	12 - 13
- JAPON : C'EST LA RECHERCHE DU PROFIT CAPITALISTE QUI A AMPLIFIE LA CATASTROPHE NATURELLE	13 - 14
- IL Y A 140 ANS : LA COMMUNE DE PARIS	14

E d i t o r i a l

**LES DEUX CLANS RIVAUX SE FONT LA GUERRE POUR LE CONTROLE DU
POUVOIR, AVEC LE SANG DES PAUVRES !**

La guerre est maintenant à l'intérieur de nos quartiers. Dans nos cités. Elle fait des victimes par centaines. Ces victimes, c'est d'abord nous les pauvres. Les hommes armés de kalachnikov et de mortiers tirent et bombardent nos quartiers, faisant des morts parmi nous. Les morts à Abobo, Anyama, Adjamé, Attié-koubé, Williamsville, Yopougon, pour ne parler que de l'agglomération d'Abidjan, se comptent par centaines.

Femmes et hommes, jeunes et vieux, tous ceux qui le peuvent, fuient les endroits où la guerre fait rage pour se réfugier dans des quartiers plus calmes. Mais la guerre les rejoint. Elle a commencée à Abobo dans les sous-quartiers de PK18 et N'Dotré ; aucun quartier pauvre d'Abidjan n'est aujourd'hui épargné. Cette nouvelle souffrance s'ajoute à la misère créée par le chômage, les bas salaires et la cherté de la vie.

Les clans Ouattara-Bédié-Soro d'un côté et Gbagbo et les siens de l'autre, sont les auteurs de ces massacres.

Les dernières élections n'ont pas pu les départager. Chacun a triché comme il a pu. Au final, les deux clans crient à la victoire. L'un dit tirer sa légitimité du Conseil constitutionnel et l'autre de la Cei et de l'Onu-ci.

La Côte d'Ivoire compte donc aujourd'hui deux présidents. Alors, pour se départager, ils se sont engagés dans une lutte armée. L'un, le clan Gbagbo, a le soutien des Fds ; l'autre, le clan Ouattara-Bédié-Soro, a le soutien des Fn ainsi que celui des Fds qui ont rejoint ses rangs et aussi des forces Onusiennes et françaises, présentes à Abidjan.

Le clan Gbagbo ou Ouattara qui en sortira victorieux de cette lutte s'arrogera le droit de puiser dans les caisses de l'Etat et celui de contrôler l'argent du racket ; il aura le droit d'occuper les postes lucratifs dans les entreprises d'Etat et les cabinets ministériels. C'est tout cela qui constitue le principal objet de la lutte qui les oppose depuis des années.

Dans tous les cas, quel que soit le clan qui sortira gagnant de cette lutte, les perdants, eux, sont connus d'avance : ce sont nous les pauvres ! Parce qu'aucun d'entre eux ne lutte pour nous ! En plus de la souffrance causée par la guerre, nous aurons le droit de crever dans notre misère !

Quant à eux, les clans Gbagbo et Ouattara, il n'est même pas impossible qu'ils finissent par décider de se partager le butin. En contrepartie de quoi, ils auraient pour tâche de veiller ensemble à ce que les riches, ivoiriens ou pas, à commencer par les plus riches d'entre eux, c'est-à-dire les patrons d'entreprises françaises et américaines, puissent continuer à piller les

richesses du pays et à exploiter la classe ouvrière, en les maintenant dans la misère ! La nouvelle « *Force républicaine* » ou une autre appellation de leur cru qui serait l'union de toutes les bandes d'assassins, Fds-Fn, serait là pour maintenir l'ordre des riches, contre les pauvres !

Quant aux forces Onusiennes et françaises présentes en Côte d'Ivoire, il y a encore des naïfs parmi les pauvres qui pensent qu'elles sont là pour les défendre. Ont-ils une seule fois vu ces forces intervenir pour protéger les pauvres depuis qu'ils sont dans ce pays ? Même quand on tue devant leurs yeux, ça ne leur dit rien ! Elles restent impassibles ! Par contre, tuer les pauvres, ça elles savent le faire ! Même ici en Côte d'Ivoire, on les a déjà vues plusieurs fois à l'œuvre ! Ces bandes armées, dont les soldats du rang sont d'ailleurs généralement issus d'autres pays pauvres, sont là pour défendre les intérêts des puissances impérialistes !

Pour arriver à leur fin, ces clans criminels de Gbagbo et de Ouattara, ne se contentent pas d'une lutte armée entre bandes rivales. Ils veulent aussi nous entraîner dans un conflit ethnique et xénophobe.

Aujourd'hui, certains d'entre nous sont déjà pris par ce piège mortel de la xénophobie et de l'ethnisme. Combien de morts atroces, à la machette ou brûlés vifs, comptent-on à Abidjan, à ce jour ? Ces imbéciles tuent leurs propres frères parce qu'il n'est pas de la même ethnie qu'eux ou parce que Burkinabé ou Malien !

Mais pour l'heure, les clans Ouattara et Gbagbo n'ont pas encore réussi à nous entraîner dans une guerre ethnique. Ceux d'entre-nous, toutes ethnies et nationalités confondues, qui n'avons pas encore fui les cours communes à cause des combats et de la montée de l'ethnisme et de la xénophobie, nous continuons à nous côtoyer, à nous entraider et à nous défendre solidairement des salauds qui sèment la terreur dans nos quartiers. Ceux d'entre-nous qui sommes des ouvriers, nous continuons comme par le passé à fréquenter nos lieux de travail, quand l'entreprise n'a pas encore fermé ses portes.

Mais les massacres de centaines de milliers de personnes au Rwanda il y a quelques années doit nous interpeler, si nous ne voulons pas être les prochaines victimes. C'est donc maintenant que nous devons dire : Non à la guerre ! Non à l'ethnisme ! Non à la xénophobie ! Non à la division entre nous les pauvres ! La lutte du Rhdp et de Lmp pour le pouvoir ne concerne pas les pauvres ! Le pays n'est pas divisé entre Ivoiriens et non Ivoiriens mais entre riches et pauvres !

LES ASSASINS ET AFFAMEURS !

Des urnes du 28 novembre dernier, deux présidents en sont sortis. Ouattara était donné vainqueur par la Commission électorale indépendante. Quant à son rival Gbagbo, c'est le Conseil constitutionnel qui l'avait proclamé président. L'un est soutenu par la communauté internationale (L'UA, la CEDEAO et les Nations unies), l'autre s'est appuyé sur les forces armées nationales -qu'il contrôle- pour s'imposer. Ils se disputent donc le pouvoir politique.

Pour leurs intérêts égoïstes, ils n'hésitent pas à faire semer la mort, la terreur et la désolation parmi les masses populaires.

Dans la plupart des quartiers pauvres d'Abidjan, en particulier à Abobo, les habitants vivent dans la peur et dans l'angoisse à cause non seulement des affrontements quasi quotidiens entre les Forces armées restées fidèles à Gbagbo et des éléments rebelles pro-Ouattara mais aussi à cause de l'insécurité quasi généralisée qui y règne. Celle-ci est due en partie aux exactions de toutes sortes commises aux points de barrages de contrôle érigés par les jeunes patriotes (LMP) d'un côté ou par les partisans du RHDP favorables

à Ouattara de l'autre. L'insécurité est due également aux voleurs et aux brigands qui profitent de la situation pour dépouiller les gens ou pour piller leurs maisons abandonnées.

Depuis le début du conflit, on parle de quatre cents morts, de centaines de blessés, de milliers de réfugiés à l'intérieur du pays comme à l'extérieur, dans les pays voisins, au Ghana et au Libéria notamment.

Si cette situation perdure, les pauvres vont continuer à mourir non seulement par balles mais aussi par la faim à cause de la cherté de la vie ou peut-être même du choléra. En cela les Gbagbo, les Ouattara, Bedié et consorts sont des assassins et des affameurs.

Tandis que, malgré la crise, les riches vivent bien, leurs familles étant à l'abri en lieux sûrs, ce sont les pauvres qui se font massacrer.

Les forces onusiennes et celles de Licorne assistent à des massacres sans lever le bout de leur fusil. Ces forces-là, rappelons-le, sont là pour veiller sur les intérêts impérialistes. Que des gens meurent sous leurs yeux, ce n'est pas le problème de ces forces-là.

LES POPULATIONS FUIENT LES AFFRONTLEMENTS ET LES EXACTIONS !

Des dizaines de milliers de familles fuient, depuis mi-février, certains quartiers d'Abidjan qui sont devenus des champs de bataille dans les affrontements qui opposent les forces armées pro-Ouattara aux celles de Gbagbo. Certaines familles ont tout abandonné et ont fui Abidjan pour se réfugier au village. Certaines ont été recueillies par des amis et des parents

dont les quartiers ne sont pas encore touchés. D'autres encore ont trouvé refuge dans des églises ou des endroits aménagés pour la circonstance. Ces familles vivent dans la précarité.

Ces combats, qui ont commencé dans la commune d'Abobo entre le groupe armé baptisé

« *commando invisible* » et les forces de défense et de sécurité (FDS) restées fidèles à Gbagbo, s'étendent à d'autres quartiers du district d'Abidjan. Les communes de Yopougon, d'Adjamé et certains quartiers précaires de Cocody sont les nouveaux champs de bataille.

S'ajoute à cela l'insécurité dans les quartiers causée par les voyous et des bandits de toutes sortes qui profitent de la situation pour tuer, voler et semer la haine dans la population. A Abobo, ce sont les populations cataloguées pro-Gbagbo, de part leur origine ethnique, qui se sentent en danger. Inversement, à Yopougon et à

Williamsville, ce sont ceux qui sont catalogués pro-Ouattara qui craignent pour leur vie. Si à Port-Bouet 2 c'est la chasse aux Malinkés, à Avocatier c'est la chasse aux Ebrié, Attié et autres ethnies sensées être proches de LMP. Pour éviter d'être assassinées, des personnes prennent la direction d'Abobo en pensant trouver un peu de quiétude. D'autres prennent la direction inverse ou une autre direction. Dans certains cas, des déplacés sont obligés de regagner leur ancien quartier.

Telle est réalité que vivent les populations de certains quartiers d'Abidjan.

MASSACRE DE POPULATIONS CIVILES : ONUCI ET LICORNE, COMPLICES !

Depuis le mois de décembre dernier, les populations civiles font l'objet de tueries par les forces armées pro Gbagbo et Pro Ouattara. Et ce, au nez et à la barbe de l'ONU et de la force Licorne.

Le 17 mars, des obus balancés sur le Grand marché d'Abobo, le quartier Abobo - Marley ainsi que le quartier SOS ont fait une trentaine de morts et plusieurs blessés selon l'ONU. La veille, 4 membres de la « *jeunesse patriotique* » (pro-Gbagbo) ont été tués par des hommes en arme à un barrage aux II Plateaux. Une semaine avant, c'était le village d'Anokoi-kouté qui était attaqué par le « *commando invisible* ». Les combats

ont fait entre 3 et 20 morts, selon la presse. Le 3 mars, huit femmes avaient été abattues froidement à Abobo alors qu'elles participaient à une marche pacifique pro RHDP.

Tous ces massacres sont perpétrés en présence de l'ONU et des forces françaises. Malgré les nombreuses patrouilles, les engins blindés, les hélicoptères de combats, les dizaines de milliers de soldats dont ils disposent, les massacres continuent ! Il n'y a que les naïfs pour croire encore que les forces armées onusiennes et françaises sont là « *pour protéger les civils* ». C'est une bande de tueurs ! Ce ne sont pas eux qui vont empêcher les tueries.

NON A LA XENOPHOBIE !

Dans la nuit du 17 au 18 mars, les ateliers de menuiserie appartenant aux ressortissants togolais et béninois ainsi que les hangars de commerce de

bois des ressortissants nigériens haoussas situés devant le zoo, ont été incendiés.

Un jeune menuisier se trouvant dans l'un des ateliers a été brûlé vif. Ce matin du 18 mars, ce sont des hommes en larmes qui tentent de récupérer le peu qui a été épargné par les flammes : les tôles et autres matériels en métal. Pour ces menuisiers et ces vendeurs de bois, c'est toute une vie qui a été réduite à néant, car bon nombre d'entre eux n'auront plus de moyen pour reconstruire ce qui a été détruit.

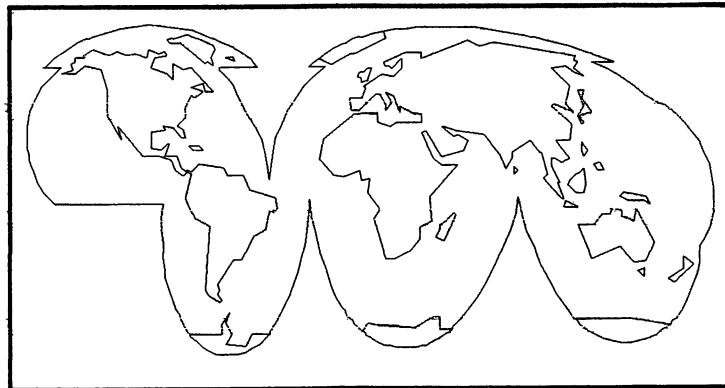
Cette barbarie visant les ressortissants de la sous région ouest africaine n'est pas un cas isolé. En effet, depuis les élections du 28 novembre, les tracasseries, les exactions et les exécutions ayant pour cible les ressortissants de ces pays,

notamment les Burkinabé, se sont accrues.

Selon un article paru dans « *Le Patriote* » du 16 mars 2011, ce sont plus de 33 Burkinabés qui ont été tués et plusieurs dizaines qui sont portés disparus. Toujours selon cet article, à Bloléquin, une ville située à l'ouest de la Côte d'Ivoire, huit Togolais ont été sauvagement égorgés par des miliciens. Quant aux ressortissants mauritaniens qui détiennent la plupart des boutiques de détail, ils ont dû fermer car ils subissent des pressions de menaces des partisans de Gbagbo. Par ailleurs, deux Mauritaniens ont été tués et plusieurs boutiques pillées.

C'est une barbarie et cela va contre les intérêts des pauvres

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

A PROPOS DES BARRAGES SUR LES ROUTES

Le 15 mars dernier, 4 jeunes étaient abattus à un barrage tenu par les partisans pro-Gbagbo aux Deux-Plateaux. On parlait le même jour de deux autres victimes à Williamsville.

Ainsi donc depuis le début de la crise, les barrages qui avaient d'abord été érigés à l'intérieur des quartiers pour se protéger des attaques extérieures de groupes rivaux ont pris une autre tournure.

Dans les zones pro-Gbagbo

Il y a un mois, Charles Blé Goudé, demandait aux jeunes de son camp d'ériger des barrages, de fouiller les voitures et de dénoncer toute personne inconnue à leur quartier. Ce, sous prétexte de lutter contre la « *guérilla urbaine* » et empêcher le déplacement de rebelles. En effet, Abobo et Anyama venaient de tomber aux mains de combattants surnommés « *commando invisible* ».

Du jour au lendemain, des barrages sont apparus un peu partout. Dans certains quartiers comme Yopougon ou certains villages ébrié ou attié, on trouvait des barrages pratiquement tous les 100 mètres. Ils procédaient à des fouilles de voitures personnelles mais surtout aux fouilles des taxis, pour dit-on trouver des armes ou des rebelles. Mais ces jeunes ne s'arrêtaient pas là. A certains barrages, ils faisaient descendre les passagers des transports en commun pour contrôler les pièces d'identité. C'était des tracasseries pour les gens du Nord et

les « *Etrangers* ». A certains barrages, il fallait payer pour passer. Comble de tout, il ne fallait surtout pas opposer de résistance à une fouille ou avoir un air qu'ils jugeaient suspect. Des personnes ont été ainsi battues et d'autres carrément brûlées vives sous ce prétexte.

Les tracasseries et exactions étaient telles que Blé Goudé a dû passer à la télé pour condamner les barrages anarchiques et dire qu'en tant que « *panafricaniste* », il dénonce les exactions faites aux Etrangers de la CEDEAO. Il n'est pas à une démagogie près !

Si après ce discours, dans certains quartiers ces barrages ont quelque peu disparu, ce n'est pas le cas partout. A Yopougon ou à Blockauss, il en existe encore.

Dans les zones pro-Ouattara

De ce côté, les barrages à l'intérieur des quartiers pour se prémunir d'éventuelles représailles ont presque tous disparus laissant la place à des portes d'entrées faites de vieilles taules. Par contre, les grands axes menant à Abobo sont jonchés de plusieurs barrages tenus par des jeunes qui souvent sont armés de kalachnikovs, de lance-roquettes ou de simples machettes. Ces jeunes, la plupart sont plutôt des voyous et des petits bandits reconvertis en combattants qui tiennent ces barrages. A certains barrages, les passants, quelle que soit leur ethnie, sont fouillés et souvent volés.

L E U R S O C I E T E

ABOBO : LA SITUATION SANITAIRE ET SECURITAIRE S'EMPIRE

Voici le témoignage d'un habitant de la commune d'Abobo dévastée par les affrontements entre les fds et des éléments rebelles armés.

« Depuis mi-janvier, nous vivons des conditions très difficiles sur tous les plans à Abobo. Tout d'abord sur le plan sécuritaire nous sommes pris entre le marteau et l'enclume des combattants. Les combats qui se déroulent de nuit comme de jour nous tuent ou nous exposent à des balles perdues. Il ne se passe de semaine sans que ces balles ne fassent des victimes. Quand les FDS viennent avec leurs chars, ils tirent à bout portant sur des passants ou dans le vide et c'est toujours la population qui en meurt. L'arrivée de ces engins de mort donne toujours de la psychose, du traumatisme. De l'autre côté, les combattants du commando dit invisible lancent des opérations punitives comme celle de Anokoua-Kouté qui a fait plusieurs morts. Il y a aussi les petits voleurs qui avec la menace que constitue leurs armes, dépouillent la population. Dans les quartiers où la population a fui les violents combats, ils cambriolent les domiciles.

« Pour mettre fin à ces vols, les insurgés ont tenu une réunion à la mairie de la commune et fait le tour des quartiers pour prévenir les parents

qu'ils n'ont pas de police, de justice, de prison ni de cimetière. Qu'en cas de flagrant délit, ils exécuteront le commanditaire sur le lieu du forfait. C'est ce qu'ils font depuis un certain temps, traumatisant encore plus la population. Et comme ils ont précisé qu'ils n'ont pas de cimetière, ils attendent un à deux jours et quand le corps commence à se putréfier, c'est alors qu'ils le brûlent.

« La conséquence évidente de cette action est la contamination de l'air que nous respirons. Dès le début du mois de février, la commune d'Anyama avait fait face à une épidémie de choléra qui avait touché le quartier de Ndotré-PK18. Dans ce quartier où les combats furent rudes, les corps en putréfaction sont restés plusieurs jours à l'air libre avant d'être brûlés sur place. Le risque d'une large contagion a été évité par l'exode massif de la population. Mais aujourd'hui, Abobo est une commune sans administration, sans police. Les centres de santé sont tenus par des volontaires et par « médecins sans frontière ». Avec l'insécurité due aux combats et aux petits voleurs, avec aussi le manque de moyens financiers, la population ne s'y hasarde même pas. Nous n'avons pas d'autre choix que le recours à l'automédication et à la pharmacopée traditionnelle ».

ABOBO : ENTRE PEUR, STRESS ET FAIM

Abobo est l'une des communes les plus peuplées d'Abidjan. Elle compte plus du million d'habitants. Elle est aussi des plus démunies de la capitale économique de la Côte

d'Ivoire. Aujourd'hui l'accès à cette commune est très difficile. Réputée favorable à Ouattara, le candidat du RHDP, Abobo a été bouclée dès la veille des élections par les forces de

L E U R S O C I E T E

défense et de sécurité (FDS). Depuis, la population a été très souvent soumise à des exactions.

Après les élections, le pays s'est plongé dans une nouvelle crise avec deux présidents proclamés. C'est dans cette lutte pour le pouvoir qu'à l'extrême nord de la commune, dans le sous-quartier de PK 18, un groupement armé s'est manifesté en début du mois de février. Les forces armées fidèles à Gbagbo n'ont pu venir à bout de cette résistance armée qui, petit à petit s'est étendue sur toute la commune. Les combats opposant le groupe armé dénommé plus tard "*commando invisible*" et les forces armées fidèles à Gbagbo ont provoqué un exode massif des populations de la commune. Des quartiers entiers se sont vidés de leurs habitants. Le HCR (Haut commissariat aux réfugiés) estime à près de 200.000 le nombre des déplacés. Cette saignée continue encore. Aujourd'hui, il n'y a plus de poste de police et de gendarmerie dans toute la commune. L'administration aussi est absente et la plupart des magasins ont baissé leurs stores. Les rares forces de l'ordre fidèles à Gbagbo qui s'aventurent dans Abobo, le font sous forte escorte de blindés et de chars. Ils s'y comportent comme sur une ligne de front, tirant sans distinction sur tout ce qui peut être à leur portée. La vue de ces cortèges crée toujours la débandade au sein de la population.

Les voies d'accès à la commune sont coupées par des barrages tenus d'un côté par les forces armées fidèles à Gbagbo et de l'autre par les groupes armés contrôlant Abobo. La voie principale, l'autoroute express, est

fermée à la circulation. De ce fait le ravitaillement de la commune se fait au compte gouttes et dépend des humeurs de ceux qui filtrent les entrées et les sorties. Les produits de consommations sont donc rares sur le marché entraînant ainsi une hausse de leurs prix. Les populations d'Abobo, en majorité, vivent de petits métiers. En temps normal, chacun essaie tant bien que mal de joindre les deux bouts au jour le jour pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses proches. La situation actuelle ne permet plus d'exercer une activité lucrative ; même sortir de chez soi est devenu risqué. La survie est devenue donc problématique.

A tout cela, il faut ajouter le problème de sécurité. Des dizaines de jeunes qui se sont fait enrôler par les nouveaux maîtres de la commune s'entraînent tous les matins dans certains quartiers de celle-ci. Des barrages sont tenus aux différents accès des quartiers. Des individus en armes, en voiture ou à pied paradent dans les quartiers. Et parmi eux, on trouve souvent les petits voyous du quartier. Chaque jour, il y a des accrochages entre forces fidèles à Gbagbo et les groupes armés qui contrôlent la commune. Les bombardements qui sont orientés vers Abobo font aussi des victimes. Les derniers en date c'était le 16 mars; ils ont fait des dizaines de victimes.

L'atmosphère à Abobo est donc très lourde. Les habitants vivent dans une psychose, tirillés entre le stress et la faim, la peur des bombardements auxquels ils sont exposés à tout moment et la crainte des exactions des différentes factions qui se disputent la commune.

L E U R S O C I E T E

ABOBO : LA FAIM GAGNE DU TERRAIN

Au début, les déplacements des populations fuyant Abobo étaient dus aux affrontements armés et à l'insécurité générale. Maintenant, en plus de cela, d'autres familles quittent cette commune à cause du manque sinon de la cherté des denrées alimentaires de premières nécessités.

L'approvisionnement des marchés locaux en vivres est devenu très limité et irrégulier car les entrées et les sorties d'Abobo sont difficiles voir risquées.

De plus, beaucoup de marchés restent quasiment vides. Dès lors, les prix des denrées, déjà élevés pour la population démunie, ont presque doublé voir triplé en l'espace de quelques jours : le kilo d'igname est passé de 125 f à 250 f ; le riz de basse qualité est vendu au prix du riz de bonne qualité ; le tas de patates, habituellement à 500 f, est à 1000 f ; le tas de petits poissons séchés est à 200 f au lieu de 100 f ; la viande est tout simplement introuvable, etc.

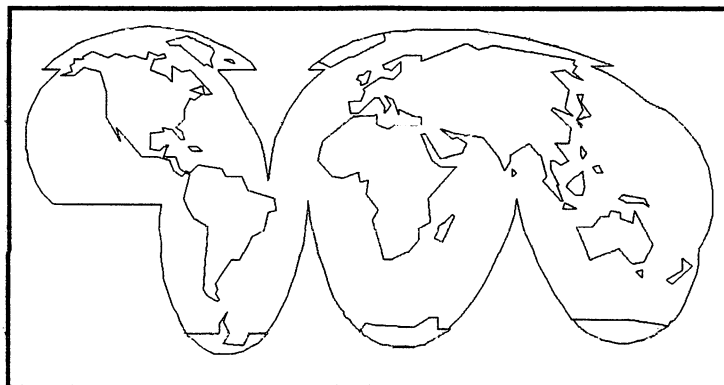
D'ailleurs, à cette cherté croissante de la vie vient s'ajouter le

manque criant d'argent pour la population pauvre. L'activité économique est au point mort dans toute la commune. Le transport que ce soit celui de marchandises ou de personnes (gbakas, wôrô wôrô, etc.) dont vivent beaucoup de chauffeurs, est totalement arrêté. Les petites gens qui se "*débrouillent*" en faisant de petits boulots comme la menuiserie, la maçonnerie, le commerce, etc, ne peuvent plus aller travailler.

Voici le témoignage d'une femme de retour d'un petit marché : *« Au jour d'aujourd'hui, avec 5000 f, je ne peux même plus faire une popote de deux jours pour donner à manger à ma petite famille (cinq personnes). Tout est devenu cher sur le marché! Etant ici, on vit dans la peur quotidienne d'être tué par une balle perdue ou une bombe. Maintenant, s'il faut craindre encore de mourir de faim, c'est mieux de sortir d'Abobo ! ».*

C'est la situation dans laquelle vit aujourd'hui la population pauvre d'Abobo !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FERMETURE D'ENTREPRISES EN CASCADE : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS D'EN FAIRE LES FRAIS

Depuis quelques mois, plusieurs entreprises ferment les unes après les autres. D'autres ralentissent leurs activités. Dans le secteur du cacao, Micao (groupe Cargill), Semoi (en zone industrielle de Yopougon), et Saco et Adm (en zone industrielle de Vridi), ont fermé. Dans le secteur cosmétique, Sivop et Gandhour, tête de proue de ce secteur, ont considérablement ralenti leurs activités et s'acheminent aussi vers la fermeture. Que dire alors des entreprises de petite taille du même secteur qui sont nombreuses à la ZI de Yopougon ? Dans le domaine du textile, Filtisac a fermé ses portes. Les Ports d'Abidjan et de San-pédro quant à eux tournent au ralenti.

Tous ces ralentissements ou fermetures d'entreprises ont immédiatement pour conséquence la mise en chômage technique voire le renvoi de travailleurs par milliers. La situation est d'autant plus intenable pour ceux-ci que dans la plupart des cas cela se passe sans mesures d'accompagnement, c'est-à-dire sans le sou.

Même lorsque les travailleurs percevaient régulièrement leur salaire, ils avaient tout le mal du monde à joindre les deux bouts. Aujourd'hui qu'ils sont sans salaire, comment faire face aux charges familiales au moment même où les prix flambent ? Comment faire face aux frais de déplacement pour ceux qui doivent mettre leurs familles à l'abri ? En un mot, comment tenir en attendant une éventuelle reprise des activités ?

Le prétexte de la crise est tout trouvé par le patronat pour mettre à la porte les travailleurs sans payer un sou. Mais le patronat a de quoi payer ! Avant la crise, les ouvriers ont largement produit des profits qui pourraient servir à payer intégralement les salaires, le temps que durera cette crise.

Encore faut-il que les travailleurs soient suffisamment organisés pour être en mesure de l'imposer.

UN CALVAIRE POUR TOUCHER SON SALAIRE

Le gouvernement Aké N'Gbo se vante d'avoir payé sans problème les salaires du mois de février. Alors que ces paiements se sont déroulés dans une bousculade totale. Plusieurs fonctionnaires ont été étouffés, il y a même un qui a perdu un œil et un autre qui a eu la peau de sa tête écorchée jusqu'à l'os. De plus,

plusieurs d'entre eux ont eu le salaire ponctionné de 20 % à 30 %. Sans compter que quelques-uns n'ont même pas pu percevoir leur salaire.

Pour la fin du mois qui approche, personne ne sait si les salaires seront payés et combien pourront les toucher.

KADHAFI EST UN DICTATEUR, MAIS LES DIRIGEANTS IMPERIALISTES QUI LUI ONT DECLARE LA GUERRE SONT AUSSI DES ENNEMIS DU PEUPLES LIBYENS

Le 18 mars, à la demande des dirigeants de pays impérialistes, dont la France, le Conseil de sécurité de l'Onu a autorisé des frappes aériennes contre les bases de Kadhafi. Dès le lendemain de cette décision, des avions français ont commencé à bombarder des cibles de l'armée libyenne. Ils ont été suivis par l'aviation anglaise et par les appareils des bases militaires américaines du Moyen-Orient et par leurs bâtiments croisant dans la méditerranée. Ces attaques ont été accueillies avec un soulagement dans la ville de Benghazi, principale bastion des insurgés qui étaient, eux pilonnés par l'aviation de l'armée de Kadhafi.

Les principales grandes puissances se sont donc coalisées pour soi-disant venir au secours de la population libyenne et la délivrer de la dictature de Kadhafi. Cela nous rappelle les discours pseudo-humanitaires des dirigeants des pays riches pour justifier auprès de leur opinion publique la guerre contre le régime de Saddam Hussein en Irak. Des dizaines de milliers de civils irakiens ont trouvé la mort dans les bombardements meurtriers alors que les dirigeants impérialistes présentaient cette guerre comme "propre" avec des frappes soi-disant "chirurgicales". Saddam Hussein a été certes éliminé mais l'écrasante majorité de la population iraquienne n'a pas encore fini de payer les conséquences dramatiques de cette guerre. elle n'a obtenu ni la "démocratie", ni la "prospérité" qui lui avaient été promises. Le pays vit toujours sous une dictature tandis que les richesses pétrolières tirées de son sous-sol sont littéralement pillés par quelques firmes principalement américaines.

Ce sont à peu près les mêmes discours que les dirigeants des pays impérialistes ont servi pour justifier leurs interventions militaires en Afghanistan. Ils n'ont ni "libéré" le peuple afghan de la dictature des talibans, ni apporté une quelconque amélioration dans la vie quotidienne de la grande majorité.

Alors, pour justifier leur intervention en Libye, ils ont ressorti ces mêmes discours de pseudo-libérateurs. Mais il faut être vraiment naïf pour croire que l'impérialisme se soucie du sort des populations qui subissent les atrocités des dictatures aux quatre coins de la planète. Car quand ces dictatures ne sont pas installées directement par l'impérialisme lui-même, elles sont soutenues par lui pour pouvoir exploiter les populations des pays sous sa domination et piller leurs richesses naturelles.

Kadhafi est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1969. S'il a réussi à imposer sa dictature durant tant d'années, il le doit en grande partie aux soutiens des grandes puissances impérialistes qui l'ont armé jusqu'aux dents. Même si parfois il avait un discours anti-impérialiste et surtout anti-occidental, les dirigeants des pays riches savaient parfaitement que Kadhafi était un de leurs alliés dans cette région du Maghreb. Il permettait à la bourgeoisie des pays riches de piller le pétrole libyen et en même temps il était un de leurs gros clients en matière d'achat d'armes. En opprimant son peuple par la dictature, il permettait en fait à la bourgeoisie des pays impérialistes de piller tranquillement son pays.

En matière de contrôle du flux migratoire, Kadhafi rendait aussi un

grand service aux dirigeants des pays européens car il avait accepté de collaborer avec eux en empêchant physiquement ceux qui voulaient entrer clandestinement en Europe à partir des côtes libyennes. Son pays est devenu une prison pour tous ceux qui fuient la misère et tentent de trouver une porte de sortie vers l'Europe.

L'intervention militaire au nom de l'Onu finira-t-elle par le

renversement du régime de Kadhafi et son remplacement par un autre plus docile et plus malléable aux dictats de l'impérialisme ? En tout cas cela ne mettra certainement pas fin à l'oppression et encore moins au pillage capitaliste en Libye. Et ceux qui auront le plus à souffrir de ces bombardements ce seront principalement les populations pauvres.

JAPON :

C'EST LA RECHERCHE DU PROFIT CAPITALISTE QUI A AMPLIFIÉ LA CATASTROPHE NATURELLE

Le tremblement de terre suivi d'un tsunami qui a frappé le Japon le 11 mars dernier a fait à ce jour plus de 7000 morts et environ 11 000 disparus. Malheureusement, ces chiffres ne sont que provisoires car de nombreuses victimes sont toujours ensevelies sous les tonnes de boue et de matériels divers charriés par des vagues géantes. Les images de cette catastrophe naturelle ont fait le tour du monde et on ne peut être qu'ému et triste devant tant de souffrance et de détresse, devant l'ampleur des dégâts tant humains que matériels.

Ce séisme aurait certainement fait beaucoup plus de morts si le Japon était un pays sous-développé. La plupart des bâtiments modernes ont heureusement résisté aux secousses parce qu'ils étaient construits selon les normes antisismiques. C'est la preuve que si on y met les moyens on peut atténuer les conséquences des catastrophes naturelles. Mais tous les pays n'ont malheureusement pas les moyens d'un Etat comme le Japon. On se souvient du séisme qui avait frappé Haïti le 12 janvier 2010. Il était moins puissant et pourtant il avait fait plus de 200 000 morts et les dégâts ne sont

pas réparés jusqu'aujourd'hui. Une grande partie de ceux qui ont tout perdu vit toujours sous des tentes de fortune à côtés des gravats de leurs maisons détruites. Il y a probablement encore des cadavres ensevelis sous les décombres dans l'indifférence totale du pouvoir en place.

Mais les explosions de plusieurs réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi suite au ras-de-marrée, elles, ne sont pas naturelles. Cette centrale appartient à la compagnie Tepco (Tokyo Electric Power) qui est le plus grand producteur privé mondial d'électricité. Non seulement elle a construit, avec la complicité des dirigeants politiques, des centrales dans une zone sismique dangereuse mais dans sa recherche coûte que coûte de profit maximum, elle a dissimulé à maintes occasions des dysfonctionnements en matière de sécurité. A l'heure actuelle il est encore difficile d'évaluer avec précision les conséquences de ces explosions et des fuites radioactives qui en ont résulté sur la santé des populations. Cela s'étalera sur plusieurs dizaines d'années sous forme de cancers ou de malformations génétiques.

En vérité, la véritable menace pour l'humanité ne réside pas dans les catastrophes naturelles mais dans le fait qu'aucune des décisions importantes n'est prise en fonction des besoins de la majorité de la population mais en fonction des seuls besoins du système capitaliste. La catastrophe nucléaire n'est qu'un des dangers parmi tant d'autres que le capitalisme

fait courir à l'humanité toute entière. Et ce n'est qu'en débarrassant l'humanité de cette organisation économique dont le profit est le seul moteur qu'on pourra permettre à la société de maîtriser réellement son destin et à limiter les dégâts causés par les catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les tsunamis, etc.

IL Y A 140 ANS : LA COMMUNE DE PARIS

Pour la première fois dans l'histoire, face au pouvoir des possédants se dressait un nouveau pouvoir incarnant les aspirations des masses laborieuses. C'était La Commune de Paris. Sur les toits de l'Hôtel de ville et sur d'autres toits, flottait le drapeau rouge de la révolution sociale. Ce pouvoir était certes embryonnaire mais il était entièrement tourné vers la satisfaction des besoins de la population. Cette population laborieuse participait réellement à toutes les décisions, à la prise en mains de sa destinée.

L'existence de cet d'Etat fut brève, neuf semaines, du 18 mars au 28 mai 1871, mais elle a permis de vérifier et d'illustrer concrètement ce que Marx et Engels avaient annoncé plus de deux décennies auparavant dans le manifeste du parti communiste que la société capitaliste engendre avec le prolétariat son propre fossoyeur. Ils ont affirmé que la lutte des travailleurs pour leur émancipation sera en même temps la lutte pour l'émancipation de la société humaine toute entière. La Commune de Paris de 1871 a revêtu ce caractère.

Le corps des fonctionnaires privilégiés dépositaires de l'autorité étatique et placés au dessus du

peuple, était anéanti. Toutes les fonctions étatiques étaient remplies par les employés communaux contrôlables et révocables à tout instant.

Tous ceux qui travaillaient, tous ceux qui étaient prêts à se dévouer à la cause commune, avaient leur place et leurs droits au sein de ce pouvoir prolétarien qui ne reconnaissait ni les frontières ni les divisions nationales.

La France était en guerre contre la Prusse (une province d'Allemagne) et Paris était donc assiégé par les troupes de Bismarck. Napoléon III avait signé sa reddition et ses généraux ne voulaient plus se battre contre l'invasion. Tout cela était perçu comme une lâcheté par la majorité de la population de Paris. Celle-ci manquait de tout, y compris de nourriture à cause de l'état de siège. C'est dans ce contexte que ce "*petit peuple de Paris*" (Marx) a choisi de résister les armes à la main, à l'entrée des armées prussiennes. Ce ne sont pas celles-ci qui sont intervenues à l'intérieur de Paris, mais des bataillons dirigés par des généraux de Thiers. Ils sont entrés en douce le 18 mars au petit matin pour confisquer les canons que les parisiens avaient placés à

l'abris. Devant la résistance populaire, ces bataillons ont dû battre retraite lamentablement. Ils ont fui Paris et avec eux ont fui tous les bourgeois et les réactionnaires, en direction de Versailles. C'est ainsi qu'est née la Commune de Paris.

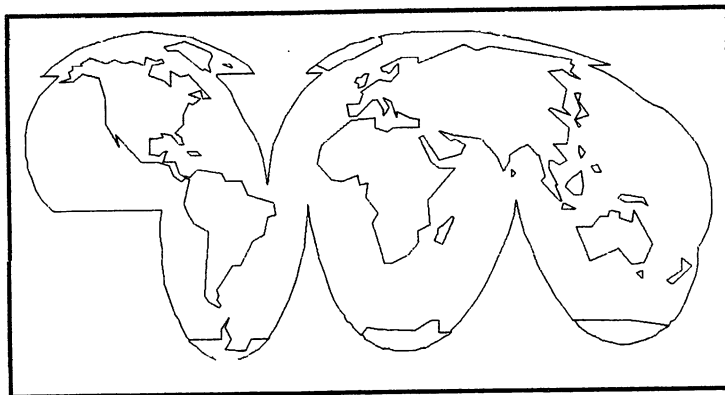
L'armée dirigée par Thiers et financée par la bourgeoisie a recruté massivement avec la complicité de Bismarck. C'est le 21 mai qu'elle est revenue en force dans Paris pour massacrer la Commune. Ce massacre a duré jusqu'au 28 mai et est connu sous le nom tristement célèbre de « *Semaine sanglante* ». Des dizaines de milliers de Communards, c'est-à-dire des hommes, des femmes, des enfants, ont défendu héroïquement leurs barricades avant de tomber sous les balles des versaillais. Les derniers combattants sont tombés au cimetière du Père-Lachaise devant le mur appelé depuis « *le mur des Fédérés* ».

Rétrospectivement on peut dire qu'à l'époque de La Commune les

travailleurs étaient trop faibles à la fois numériquement et aussi du point de vue de leur expérience. Cependant les leçons que les travailleurs d'aujourd'hui peuvent retenir de La Commune sont précieuses. En premier lieu nous retiendrons qu'il n'y a pas de socialisme, pas de libération de la classe ouvrière sans que celle-ci prenne son sort en mains, sans qu'elle construise ses propres organes de pouvoir. Les travailleurs ne peuvent pas se contenter d'utiliser les institutions existantes, il faut qu'ils détruisent l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour mettre à sa place leur Etat, au service cette fois de la majorité. Les travailleurs peuvent vaincre s'ils se donnent une direction consciente. En se libérant, ils libèreront en même temps toute la société.

Dans ce combat il y a la place pour tous ceux qui veulent se joindre à eux pour se débarrasser de cette société capitaliste sénile qui mène l'humanité à la catastrophe.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation